

DECENTRALISATION 2.

DES ARCHITECTES PARLENT DU TERTIAIRE

Un nouveau terrain s'offre pour l'aménagement du territoire : l'appui donné au développement du tertiaire dans quelques grandes villes ou agglomérations françaises. Mais ouvre-t-il — et si oui à quelles conditions — des perspectives pour l'architecture de nos villes, pour l'urbanisme ?

Le débat ne se limite pas aux textes récents, mais à un ensemble d'incitations qui ne fait que naître. Que signifiera cette politique vis-à-vis de la forme des villes, de la forme des bâtiments ?

D'abord : non à des « zones tertiaires » ! Le tertiaire c'est la ville.

Ionel SCHEIN - Ce qui m'effraierait, c'est qu'on recommence la ségrégation à la fois dans le langage et dans la réalisation sur le terrain.

On parle trop du tertiaire seul. Avec la décentralisation de l'industrie qu'on a aidée spécialement et qu'on a mise à l'extérieur des villes, on a matérialisé une ségrégation.

Recommencera-t-on pour le tertiaire ?

*Le « tertiaire » entre dans un milieu urbain non préparé :
ici un centre de recherche
dans une banlieue d'une métropole régionale française.*



Paul CHEMETOV - La forme des textes d'aides de l'État est importante. Mais le cœur du problème est la manière dont, par leurs règlements ou leurs initiatives, les pouvoirs publics créeront à l'intérieur des agglomérations un « terrain artificiel », c'est-à-dire une structure dont les « casiers » sont laissés à l'initiative privée ou publique soit pour le tertiaire, soit pour l'industrie, soit pour l'habitation, soit pour la culture. Il y a un risque, là aussi, de retomber dans les catégories.

Max STERN - Le refus de la ségrégation résultera d'une décision que prendra, dès le départ, la ville elle-même de refaire son centre, de se doter d'un centre nouveau. Puisqu'on ne peut plus rien rajouter au centre des grandes villes sans pratiquement les reprendre complètement, toute création nouvelle doit être l'occasion de les reprendre dans leur ensemble, et non pas, comme le faisait remarquer Schein, à propos de tel ou tel objet.

Serge ANTOINE - Nous sommes, semble-t-il, tous d'accord sur le danger qu'il y a d'isoler le tertiaire dans la ville. A l'origine, il y a des textes économiques et financiers d'appui au tertiaire; sans eux notre débat serait vain pour de nombreuses villes de France qui, non seulement n'attirent plus le tertiaire, mais le voient partir pour Paris.

Bien plus, ces textes peuvent apporter au contraire la fin de la ségrégation, ils rétablissent une parité entre l'industrie et le tertiaire vis-à-vis de la décentralisation.

Le processus qui va, à partir de ces textes, faciliter l'intégration, nous pou-

PAUL CHEMETOV



IONEL SCHEIN



PAUL BOSSARD

SERGE ANTOINE



GÉRARD WEILL



ANTOINE GRUMBACH



CHRISTIAN CACAÜT



CLAUDE PRADEL-LEBAR



GÉRARD THURNAUER



MICHEL COLOT



MAX STERN



vons l'imaginer par l'expérience de la décentralisation industrielle: en dépit de son importance, l'aide financière de l'État y a moins incité les industriels à se localiser que poussé les collectivités locales à faire des zones industrielles et chercher à accueillir l'industrie. Il est probable que, pour le tertiaire, on tende à la même évolution. Les municipalités se sont, avec l'industrie, ouvertes aux préoccupations des économistes; peut-être avec le tertiaire s'ouvriront-elles très vite à repenser les structures urbaines.

Christian CACAÜT - ... Mais l'on risque d'avoir sur des plans d'urbanisme des « zones tertiaires ». J'imagine des munici-

palités heureuses de la chose, disant « voilà ma zone tertiaire ». Et de la redécouper en tranches.

Gérard WEILL - C'est un risque, mais tout le monde doit s'attacher à aider les municipalités à prendre conscience des atouts de la ville et pas seulement de la structure d'accueil pour le siège social des pâtes X ou le siège de l'assurance Y.

Christian CACAÜT - En tout cas, si l'activité industrielle rendait difficile l'imbrication, l'activité tertiaire devrait, elle, rendre beaucoup plus facile la composition d'éléments aussi disparates que le culturel, l'universitaire, les bureaux. Cela pourra se faire dans le cadre de volumes à trois dimensions alors que l'activité industrielle n'a été composée que dans deux dimensions, les usines mises les unes à côté des autres.

Il y a pour l'architecture, une chance à ne pas laisser passer. Je vois mal comment on pourrait actuellement imaginer une composition d'architecture urbaine sans cette imbrication.

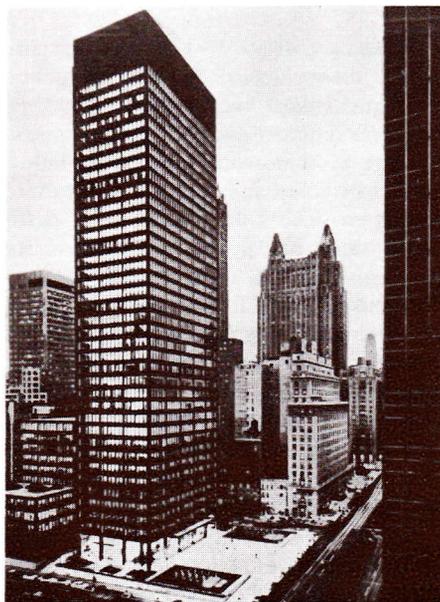
Pour ou contre la contagion dans la ville?

Max STERN - Cette occasion d'architecture viendra à partir du moment où les villes reconsidéreront vraiment le problème

De grandes entreprises peuvent vouloir créer leur immeuble, un immeuble dont très souvent elles n'utilisent d'ailleurs que le dixième ou le quart : le Seagram Building, le Lever Building.

de leur centre et se diront « on va se payer un nouveau centre ». Mais il peut y avoir d'autres incitations: celles de sociétés commerciales, celles du prestige, de la publicité. Dans certains pays ceci a été décisif pour sortir des sentiers battus de l'architecture.

Antoine GRUMBACH - Ces constructions ont un intérêt. Pour la première fois, il y a eu contrainte: l'impact au sol est urbain, et il y a une intelligence de la part des gens qui construisaient le bâtiment: il a été donné en partie à la collectivité. Ceci devrait être beaucoup mieux connu de la part des gens qui vont avoir à regarder les programmes d'implantation du tertiaire dans les centres des villes.



Ionel SCHEIN - Constaté peut-être, approuver sûrement pas! Je crois qu'il y a une chose à pulvériser: c'est la notion architecturale isolée de l'édifice.

Max STERN - C'est vrai, une œuvre extrêmement intégrée est certainement beaucoup plus satisfaisante pour l'esprit que la réussite du « Lever » ou du « Seagram »; mais ce qui compte, c'est la contagion qu'ils créent. Or des ensembles plus collectifs, plus complexes, le « Barbican »



Une opération de rénovation de centre à partir d'une unité « tertiaire » avec commerces et plusieurs niveaux de circulation : 3 « dalles » pour piétons, 6 niveaux pour voitures. La « contagion » n'est pas encore amorcée. Stockholm 1967.

à Londres, ou « Hottergoët » à Stockholm, pour le moment, ne font pas « bouger » la ville.

Je constate que les Américains ont fait une erreur folle en reprenant par exemple l'Avenue des Amériques, la 6^e Avenue, sans toucher au parcellaire. Mais on a quand même donné à cette partie du centre-ville une expression différente. Qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, il y a eu contagion. Maintenant on commence à sortir du parcellaire. Ira-t-on plus loin? Non plus au niveau de quatre rues, mais au niveau d'ensembles importants? Est-ce qu'à partir de là les Américains inventeront l'intégration? Je n'en sais rien.

En tout cas, ce qui est essentiel, à mon avis, c'est d'arriver à des opérations qui soient contagieuses, qui intègrent le facteur temps.

Paul CHEMETOV - Certaines initiatives ont une vertu: celle d'aider à la muta-

tion du tissu urbain. C'est le problème de tout nouveau tissu: un nouveau tissu sur le moment cela gratte. Il faut que ce qu'on crée soit intolérable à l'entourage; il faut aller, et l'on y va d'une façon ou d'une autre, vers la démolition des villes existantes. On y va quand on construit Maine-Montparnasse aussi.

Antoine GRUMBACH - Comme Schein, je voudrais ne pas voir développer cette notion du bâtiment pour le tertiaire, bâti-

ment devenant la publicité de la marque. Je crois que si l'on pense que le bâtiment sera la publicité du promoteur, on est de dix ans en retard sur ce qui commence à se passer aux États-Unis où la vraie publicité de la marque c'est son impact urbain; c'est ce qu'elle apporte comme services, comme jeux et c'est la mesure de son intégration dans les autres activités urbaines. Au XIX^e siècle, l'impact urbain du tertiaire était limité à des bureaux ou des commerces, qui, en général, pesaient peu sur l'environnement, l'architecture.

Gérard THURNAUER - Puisqu'on est en train de parler de New York, précisons les choses. L'impact urbain et la mise à disposition de la collectivité d'un certain espace au niveau du sol dans le Seagram building sont pratiquement nuls à côté de ce qui a été fait au Rockefeller Center où il y a une volonté de créer au pied des bâtiments un point de rencontre dont les utilisations sont très variées.

Le Seagram ou le Lever sont, à mon avis, plus affaire de psychologie, de mode, réalisée par une entreprise très fortunée qui entend le montrer en habillant son building d'une certaine robe achetée chez un grand couturier plutôt qu'en confection. Même le Chase Manhattan ne prête un espace et une magnifique collection de tableaux qu'à ceux qui y entrent pour le visiter, et encore faut-il avoir un compte en banque sur place!

Ionel SCHEIN - Les exemples que tu donnes montrent que la notion de contagion est une notion très grave.

Les exemples que tu citais démontrent que cette contagion a tourné vraiment à une catastrophe urbaine. On n'a montré que des robes différentes mais finalement l'utilisation du sol, l'impact au sol, les services apportés, tout ce que cela pouvait organiser au sol est pratiquement passé inaperçu.

Chacun a pris un morceau pour soi et l'a redonné aux autres.

Max STERN - Il y a contagion et contagion: la contagion anarchique d'un immeuble ou d'un ensemble isolé, la contagion organiciste d'un ensemble programmé.

Le tertiaire au cœur des villes?

Christian CACAUT - Grâce au tertiaire on va, dit-on, refaire le cœur des villes, mais quel cœur? Sans doute le problème est-il très différent pour la décentralisation tertiaire et la décentralisation des industries. Les zones industrielles se trouvent situées en dehors de la ville. Elles participent donc peu à l'activité urbaine, au développement de cette cité. Voilà pour l'urbanisme mais il y a aussi la forme, l'architecture. L'implantation tertiaire au cœur de la ville donne des contraintes aux architectures; je pense qu'elles doivent avoir alors valeur de symbole, dans un caractère de développement urbain du XX^e siècle, comme l'église ou le marché des petites villes, hier.

Jusqu'à maintenant on a réagi en fonction de la rénovation implicite d'un centre existant. Mais ne peut-on pas considérer

que la grande aventure architecturale de la fin du siècle peut être la création de centres urbains nouveaux.

Jean DEROCHE - Je crois qu'il est plus important de donner leur chance aux concentrations humaines importantes qui n'attendent que d'être restructurées. Les implantations tertiaires sont une occasion pour elles de s'organiser.

Paul CHEMETOV - Cela ne veut rien dire un « centre ». On crée une ville nouvelle sur un nouveau projet : énergie atomique, recherche du pétrole, etc., à ce moment-là il n'y a plus de problèmes de « centre ». Ou bien il y en a un existant qui est donné, mais il est restructuré, repris à une autre échelle. Faire Sarcelles tertiaire, ce n'est plus faire un centre urbain.

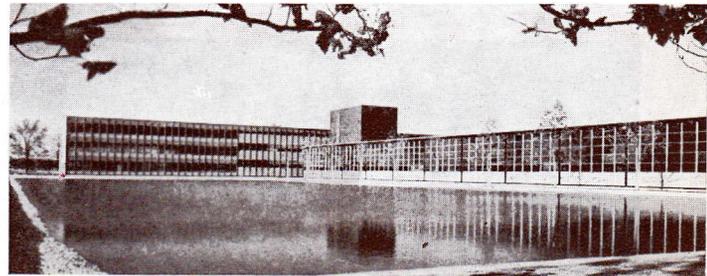
Michel COLOT - Le débat sur le cœur des villes ou le centre-ville est bien un faux débat, c'est la ville en entier qui est en cause...

Paul BOSSARD - C'est le problème de l'échange.

Michel COLOT - Je crois beaucoup plus à des aérodromes qu'à des centres-villes, des aérodromes qui auront un cœur et non pas une espèce de façade publicitaire comme à Orly.

Gérard THURNAUER - Sur le problème des distances d'implantation du tertiaire, il y a ce que nous souhaitons: mais il y a aussi ce qui risque d'être. La vision du problème n'est pas globale, si on ignore les coûts et les réalités des entreprises en essor qui seront tenues de se décentraliser de la région parisienne. Dans la mesure où elles seront invitées à quitter une certaine clientèle et un mode de fonctionnement, elles changeront d'existence; il n'est pas

*Autre exemple
de tertiaire isolé :
centre technique
de la General Motors
Warren Michigan
1950-1955
par Eero Saarinen.*



évident qu'elles soient toutes candidates à accepter un mode d'existence centre-ville dans une ville de province. Quelles que soient les aides que l'État leur donnera, ceci peut engendrer un phénomène de fuite vis-à-vis des centres-villes et l'on aura vraisemblablement des implantations du type de celles qui ont été déjà observées

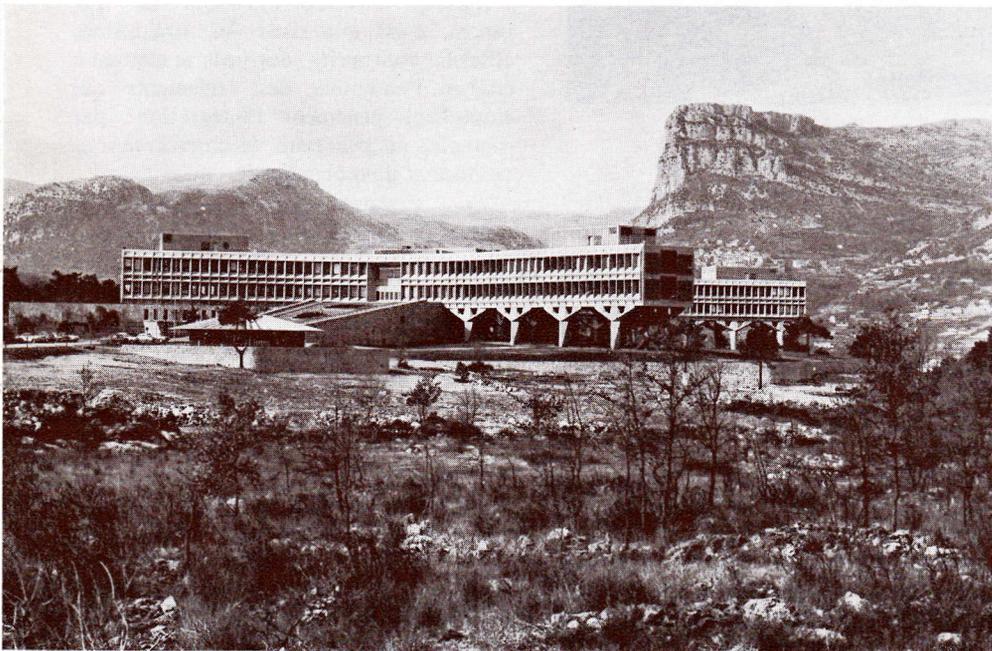
telles que le personnel puisse néanmoins avoir tendance à utiliser certains loisirs urbains dans ces centres, 2, 20, 30 km...

Serge ANTOINE - Il est effectivement bon de supputer les tendances, cela conduit à nuancer. Il y a, en effet, du tertiaire qui est très collé au secondaire; dans les centres de recherche on ne sait plus très bien si l'on a affaire à un siège social, ou à un centre de production.

Claude PRADEL-LEBAR - Il y a tertiaire et tertiaire. Il est très important de faire la distinction entre le tertiaire pourvoyeur d'emplois et le tertiaire pourvoyeur de services. Généralement le tertiaire qui est le plus pourvoyeur de services n'est pas le plus pourvoyeur d'emplois.

D'autre part, il ne faut pas croire que le tertiaire qui vient s'agglutiner au centre de la ville contribue toujours à sa vie; par exemple, un grand centre de chèques postaux comme celui qu'on a implanté dans l'Ouest de la France n'apporte pas de services localement. A l'inverse, des éléments extra-urbains peuvent constituer des éléments tout à fait reliés au centre urbain.

Une décentralisation tertiaire isolée sur l'initiative d'une entreprise : centre de recherche d'IBM à la Gaude (Alpes-Maritimes) en France.



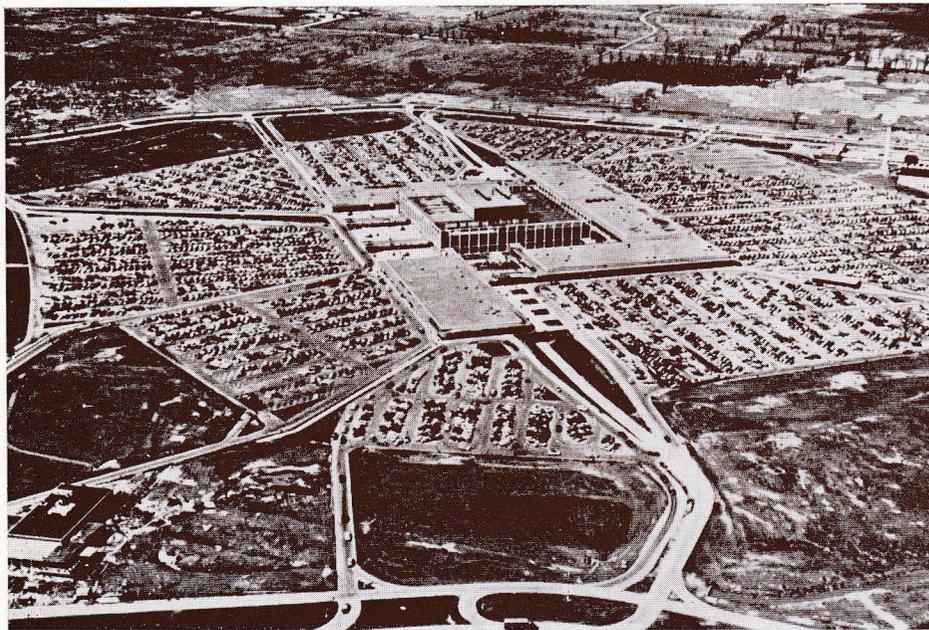
Avant d'implanter du tertiaire dans les villes, il faut tenir compte de l'équilibre urbain pour ne pas aggraver les situations. Il faut que l'implantation du tertiaire soit judicieuse et qu'elle réduise notamment les migrations urbaines.

Christian CACAUT - Les migrations oui, les frottements non.

Ce qui nous intéresse, nous architectes, dans le cas du tertiaire, c'est qu'il va nous amener des localisations ponctuelles de

recherche de l'université, des centres de culture. Le tertiaire, c'est une structure, un système dirait Thurnauer, qui ne se limite pas à la façade du commerçant illuminée la nuit ou au profil du gratte-ciel qui va ponctuer la ville de province qui rêvait d'en avoir un pour être autre chose qu'une ville de province.

Un centre commercial excentré. U.S.A.



mouvements de personnes; or on sait que le mouvement de personnes est un élément d'incitation très important pour l'architecture.

Je pense que le Boulevard Saint-Michel, lieu de circulation intense, a une vocation de centre, mais est-il tertiaire?

Serge ANTOINE - Si, bien sûr. Dans le tertiaire, il y a aussi bien l'épicier que le tertiaire dit « supérieur » ou mieux, le tertiaire d'« entraînement », celui qui va amener de nouveaux emplois, qui créera un certain niveau d'acculturation, suscitera une certaine dynamique, recréera des élites neuves dans un certain nombre de villes de province. Il y a des entreprises commerciales mais aussi des centres de

Décloisonner les tertiaires : L'université cohabitera-t-elle avec l'épicier?

Christian CACAUT - Encore faut-il que l'Education Nationale accepte de cohabiter couramment avec la Santé Publique et aussi que l'administration française accepte que ses bâtiments ne soient pas obligatoirement sa propriété au sol...

Max STERN - C'est bien vrai, la plupart des édifices construits à la suite des décisions des pouvoirs publics, que ce soit les lycées, les mairies, les bâtiments des P. et T., nous ont fait passer à côté de cette occasion d'architecture. Mais il y a, à l'échelle de la ville, plus que l'abus des

règles, des normes; il y a, encore une fois, cette espèce de ségrégation et de juxtaposition d'objets différents; il y a aussi l'incapacité dans laquelle nous nous trouvons de mélanger les financements. Cela pas simplement à la base des immeubles (la dalle à piétons se finance difficilement) mais au fur et à mesure que l'on s'élève en hauteur. L'impossibilité de mettre des objets différents à l'intérieur du même volume, cette espèce d'incapacité de donner de la souplesse, de la vie aux choses est un scandale.

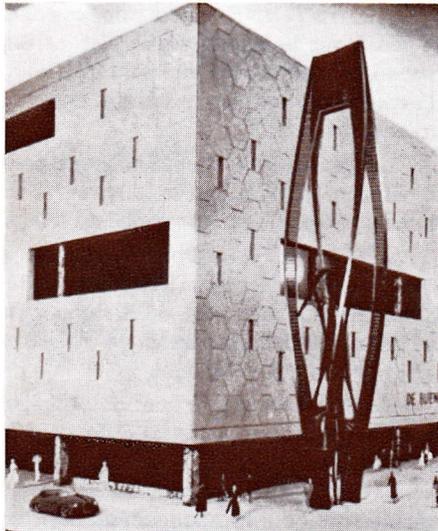
Paul BOSSARD - J'ai l'impression que pour redonner une autre physionomie à la ville nous devrions faire des infrastructures et laisser les gens faire de l'équipement. On n'a pas le droit de finir une ville, on doit la laisser vivre; l'essentiel ce sont les échanges.

Serge ANTOINE - Même en limitant ses ambitions aux infrastructures il ne faut pas se cacher que le tertiaire est fait de composantes qui ont leur propre tutelle à Paris ou sur place. Les frontières sont aussi coriaces que celles des métiers du Moyen Age. Et puis il y a le discrédit des tertiaires à l'égard des autres tertiaires. Par exemple, souvent l'université, à l'égard du commerce. A parler de tertiaire « noble » on s'aperçoit que tout tertiaire a moins « noble » que lui.

Antoine GRUMBACH - Une des urgences, c'est que dans les organismes officiels appropriés, des gens se mettent à étudier l'ensemble des règlements qui empêchent justement l'intégration: par exemple, ne pas faire de commerce sous des locaux d'enseignement.

Max STERN - Après l'étude administrative il faut faire celle des comportements. Ce sont deux choses différentes: un des préfets de la région parisienne avait souhaité faire une galerie marchande au rez-de-chaussée de sa Préfecture: on lui a dit que c'était interdit, mais il a répondu « montrez-moi le texte »... On ne l'a toujours pas trouvé.

Serge ANTOINE - Les études devront être assorties d'une pédagogie active. Il n'y aura pas besoin de la faire dans les 38 000 communes ni dans les 5 000 intéressées par la décentralisation industrielle mais sur le petit nombre de grandes villes intéressées par le tertiaire.



Un centre commercial « dans la ville ». Un grand magasin à Rotterdam. Dans cette même ville les commerçants de gros, sinistrés en 1944, ont suscité la création d'un bâtiment qui les regroupe : le *groothandelsgebau*.

La maîtrise du sol Et quel « sol » !

Paul BOSSARD - Puisque nous parlons d'une stratégie du tertiaire ou plutôt d'une stratégie urbaine, il y a d'abord la maîtrise du sol. C'est une orientation nationale à donner maintenant à notre politique immobilière. Nous sommes dans un régime de possesseurs; qu'on leur accorde ce droit mais qu'on crée donc des instituts d'investissements immobiliers permettant l'utilisation du sol! Si l'on arrive à faire cela on aura fait une grande œuvre et le reste ne signifie rien du tout.

Christian CACAUT - Le problème du coût du terrain est essentiel.

Max STERN - C'est le problème du coût du terrain mais assorti du problème du temps. Il faut absolument qu'on organise, comme l'ont fait les Anglais, ces structures locatives dans lesquelles les gens viennent avec des baux de 10 à 20 ans.

Jean DEROCHE - Je crois, en tout cas, que les notions sur lesquelles on se base pour compter le prix du terrain sont un

peu dépassées. Les problèmes de l'informatique, du téléphone, etc., ne sont pas encore posés dans leurs termes réels.

Michel COLOT - Que signifie le coût du terrain? Cela représente un certain nombre d'avantages acquis de la situation de ce terrain par rapport à l'environnement. La spéculation a faussé le jeu des prix, mais ce qui commence à être déterminant, ce sont les nouveaux avantages que l'on souhaite à l'occasion d'une implantation nouvelle. C'est cela qui définira les nouvelles formes de l'avenir. Il sert peu de dire qu'on va recréer un centre-ville mais on peut sauter sur l'occasion de recréer la ville entière en jouant de données nouvelles; on va, par exemple, réinventer l'aérodrome.

La maîtrise du sol, celle des prix, consiste à entraîner et non à suivre. A choisir son terrain d'attaque.

Bien sûr, il faudra analyser les besoins des activités tertiaires, comme l'on a mesuré les besoins des industriels en espace équipé, en accès au chemin de fer, à la route, aux canaux. Il faudra s'occuper du téléphone, des parkings, de l'avion, mais il faut aussi imaginer de nouvelles structures.

Il y a peut-être pour les municipalités astucieuses l'occasion de changer complètement les choses en créant des conditions qui ne soient pas uniquement économiques. L'attrait d'une ville bien faite, de son calme, de ses espaces verts, de la liberté du piéton, attirera peut-être plus le tertiaire qu'un élément de « centre directionnel ».

Paul CHEMETOV - Avec ces approches que signifie la maîtrise du sol, le terrain? Ou nous raisonnons comme des paysans et ce sont des petites ou des grandes parcelles, ou nous raisonnons d'une autre façon: la question des dalles et de leur financement se pose. Bien plus, il y a une certaine épaisseur utilisable qui commence à - 20 m. si l'on peut y aller et qui finit à + 100 m. si l'on peut y aller. C'est cela le terrain.

Brasilia ou ici Chandigarh (Le Corbusier) : l'accueil est prévu pour le tertiaire politique et administratif de capitales pour pays neufs.

Paul BOSSARD - Nous sommes à l'ère de l'exploitation des plates-formes urbaines mais le mot de « plate-forme » paraît même restrictif.

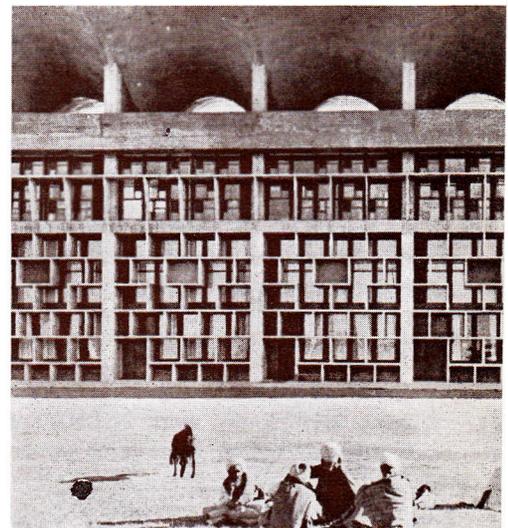
Aider l'activité économique ou la structure d'accueil?

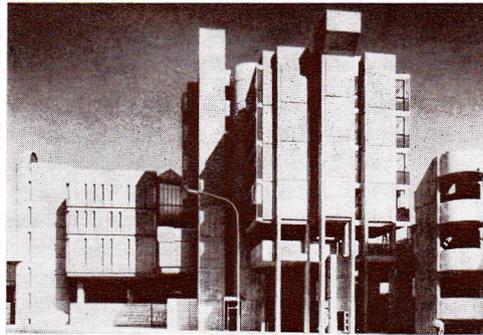
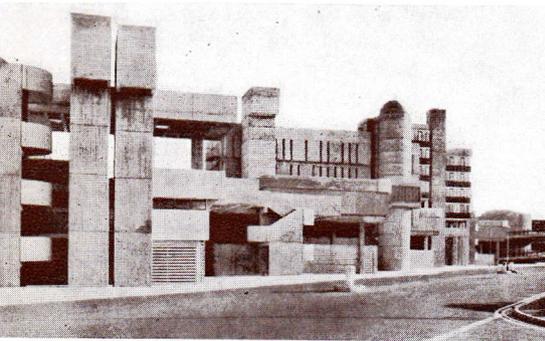
Paul CHEMETOV - Se rendre maître du sol est un problème: créer des structures d'accueil un autre. Plutôt que de donner 20 % d'aide aux sociétés qui veulent investir dans le tertiaire en province ou voulaient le faire à Paris, ne vaut-il pas mieux employer l'argent pour créer la structure d'accueil. Sans cela nous aurons à la fois le Maine-Montparnasse et le gâchis du paysage dans 5, 10 ou 20 ans.

Ionel SCHEIN - Ce tertiaire nous fait découvrir qu'il y a une espèce de viabilisation du territoire à mettre en place: l'idéal c'est que le territoire soit un support qui puisse accueillir à n'importe quel moment et n'importe quoi, n'importe où.

Max STERN - Mais il nous faut des preneurs pour ces espaces architecturés dont vous nous parlez, et ces preneurs sont eux-mêmes motivés par un certain nombre de données dont certaines sont particulièrement prosaïques. Il n'y a pas antinomie entre aider de 20 % les investisseurs et financer des structures d'accueil.

Serge ANTOINE - Bien sûr: les 20 % d'aide c'est un point de départ, une impulsion. Très vite — plus vite que pour l'industrie — on se rendra compte que l'accueil





Rupture avec les zones d'habitat à pavillons individuels isolés, un centre urbain avec commerces, services, spectacles... Ici Portsmouth, en Grande-Bretagne, Owen Luder, Partnership architects ; deuxième exemple après la ville nouvelle de Cumbernauld.

global d'une ville sera plus important que l'aide financière de l'État. On se rendra compte que le tertiaire, même avec 20 % d'aide, n'ira pas dans une ville qui serait un cul-de-sac aérien non relié à l'Europe.

Paul CHEMETOV - Faire des structures d'accueil c'est autre chose que de découper des parcelles ou des tranches d'immeubles à vendre ou à louer.

Gérard WEILL - C'est à partir du moment où une municipalité n'aura plus à penser la construction de la zone industrielle comme un endroit où M. X... va mettre son entrepôt, et M. Y... son atelier, mais où elle la concevra comme un endroit avec des problèmes d'habitation, d'activités de toute nature et aussi des problèmes industriels, qu'on peut commencer à repenser les structures urbaines.

Paul BOSSARD - Ce n'est plus le problème du tertiaire qui est posé, c'est celui de l'infrastructure urbaine.

Ionel SCHEIN - Mais je crois que c'est capital, si justement grâce au tertiaire, nous retrouvons les vrais problèmes.

Max STERN - Je propose qu'on étudie l'idée de Chemetov: savoir si, au moins dans quelques cas prototypes, on ne pourrait pas préutiliser les 20 % d'aide de l'État pour faire des structures d'accueil?

Gérard WEILL - Les textes généraux peuvent, sans doute, aider l'association d'investisseurs avisés. Mais il ne semble

pas qu'il faille chercher à utiliser un instrument mis au point pour peser sur le jeu des forces économiques spontanées pour en faire autre chose que ce à quoi il est destiné.

Il est toujours un peu dangereux d'accrocher des normes ou des panoplies à des aides financières qu'il faut garder architecturales ou a-urbanistiques. Les exemples en sens contraire ne sont pas des titres de gloire pour l'État. Et c'est alors que nous aurons cette « zone tertiaire » que nous condamnons tous.

Les aides financières apporteront le sang nécessaire à un certain nombre de villes de province. Ce qu'il faut c'est par ailleurs agir sur l'urbanisme, sur l'architecture. Il faut créer de nouveaux noyaux d'études urbaines dans les agglomérations qui seront bénéficiaires de ces mouvements tertiaires, susciter des maîtres d'œuvre de l'accueil tertiaire et surtout monter quelques opérations où l'urbanisme et l'action régionale jouent de concert.

Un ou deux modèles en vraie grandeur.

Paul CHEMETOV - On a parlé de pédagogie. Mais si la puissance publique ne crée pas des modèles, où est la pédagogie? Sans cela on va continuer à faire Orléans-la-Source ou Maine-Montparnasse. Il faut quelque part créer un exemple. Le niveau général des modèles en France en est au niveau de Village-Expo et non pas au niveau de cette architecture tertiaire qu'on nous demande.

Serge ANTOINE - C'est fondamental. Je pense que les choses sur le plan urbain n'avancent maintenant vraiment qu'à coup d'expérimentation sur le terrain, en vraie grandeur.

C'est plus difficile pour la ville que pour le bâtiment, mais il faut se le payer. C'est difficile parce que cela demande du temps.

Paul CHEMETOV - Pour Haussmann à Paris, le facteur temps a très peu compté: la totalité du boulevard de Strasbourg a été démolie et reconstruite en 18 mois avec les tombereaux de l'époque.

Ionel SCHEIN - Il y a une contradiction dans les 20 % automatiques et la volonté de créer des modèles. L'incitation financière systématique autorise une espèce de miniaturisation, de saupoudrage de tertiaire, il est vrai, limité sans doute à quelques grandes villes. Supposons que demain matin les tertiaires fassent la queue pour se décentraliser, il n'y aura pas de modèles, de recherches en la matière.

Max STERN - On n'en est pas là.

Paul BOSSARD - Ni même de terrain préparé...

Jean DEROCHE - Le cas des Halles donne la mesure des difficultés avec un programme envisagé sur 20 ans. Pour aboutir à une réussite architecturale dans de pareilles conditions on est devant un problème compliqué.

Paul CHEMETOV - Et si maintenant, et pour des gens qui ont des modèles de 1935 en tête, époque de leur jeunesse, on essaye d'aller à terme, on aura encore une fois des caricatures d'architecture.

Paul BOSSARD - Il faut proposer l'étude de modèles à plusieurs équipes et pas à des hommes seuls.

Antoine GRUMBACH - Il faut, en tout cas, mettre en place immédiatement des structures de recherches parce que je ne pense pas qu'il y ait beaucoup d'architectes qui soient capables véritablement de faire cette organisation des structures d'accueil au centre des villes.

Paul BOSSARD - Comment en serait-il autrement? Tant qu'on aura des gens qui, à partir du cadastre, demanderont aux architectes de faire un grand building ou une petite maison, ils resteront toujours insatisfaits.